



STEPHANE PEU

Communiqué

Paris, le 3 juin 2018

Ventes forcées de logements HLM et atteinte à la loi SRU : ce que la droite n'a pas pu faire, En Marche l'exécute sans complexe !

Stéphane Peu, député de la Seine-Saint-Denis, regrette vigoureusement le vote par la majorité de l'article 28 de la loi ELAN, qui prévoit la vente forcée de logements sociaux. Cette mesure, loin de résoudre la crise du logement dans notre pays, nuira à terme tant aux objectifs de mixité sociale qu'aux efforts de financement de logements sociaux.

Ce dispositif est inutile : les bailleurs peuvent déjà vendre des logements sociaux or aujourd'hui, sur 100 000 logements HLM mis en vente, 8 000 seulement ont été vendus et parmi ces 8 000, seuls 3 000 l'ont été à des locataires HLM. Ce dispositif est dangereux en ce qu'il menace la mixité sociale et les quartiers prioritaires de la politique de la ville ; enfin, il est régressif puisqu'il signe la fin de l'effort de solidarité nationale au service de la production de logements HLM, et l'autofinancement du secteur.

Qu'on ne s'y trompe pas, le « business model » proposé par En Marche, ce n'est pas l'accession sociale des locataires, mais bien la cession en bloc d'actifs immobiliers publics, financés par de l'argent public, à des sociétés de défaisance qui, ensuite, vendront à la découpe ces logements à des investisseurs.

Plus grave encore, la majorité revient sur la loi SRU, texte fondamental pour le logement social qui fixe un pourcentage minimum de HLM dans chaque ville. Avec la loi ELAN, et malgré l'opposition unanime des bancs de la gauche, les ventes pourront avoir lieu dans des villes qui sont déjà sous le quota de logements sociaux !

En creux se dessine une autre image du « nouveau monde » : l'accentuation croissante du séparatisme social et territorial, des fossés toujours plus larges entre les territoires et le recul de la mixité sociale que le logement HLM garantit pourtant au quotidien.

Ces mesures sont absolument inédites : même la droite, du temps de Jacques Chirac, avait reculé face à l'appel de conscience de l'abbé Pierre. Ce que la droite rêvait depuis toujours, la République En Marche l'a fait sans complexe ni états d'âme.

Contact presse : 01 40 63 60 84 ou 06 74 11 62 77